



Agence de la
**Nouvelle-
Calédonie**

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

La Nouvelle-Calédonie peine à sortir d'une situation économique très dégradée

Au quatrième trimestre 2025, la Nouvelle-Calédonie demeure confrontée à un climat économique encore fortement dégradé, marqué par la crise du secteur nickel, les conséquences des émeutes de mai 2024 et l'incertitude institutionnelle. Suite au plus bas historique enregistré au second trimestre 2024 dans le sillage des émeutes (66,2), l'ICA s'est progressivement redressé pour atteindre 92,0 au troisième trimestre 2025, pour se stabiliser au dernier trimestre à 91,0. L'ICA demeure toujours nettement inférieur aux niveaux observés entre 2021 et 2023.

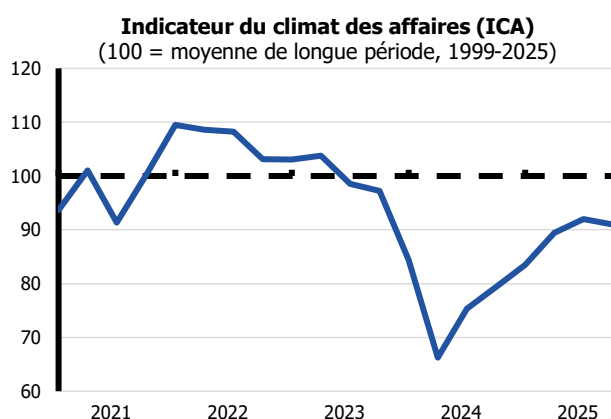
Un environnement économique encore très dégradé et hautement incertain qui affecte durablement l'indicateur du climat des affaires

Les répercussions des émeutes de mai 2024 demeurent perceptibles et continuent d'affecter une large part du tissu économique calédonien. Si certains indicateurs s'améliorent (extraction minière notamment), d'autres restent durablement dégradés et traduisent un manque de perspectives : la consommation des ménages poursuit son repli, les défaillances d'entreprises sont en hausse en 2025, et de nombreux secteurs se trouvent en grande difficulté.

Au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions ont entraîné une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique. Le territoire demeure fortement dépendant des aides en provenance de l'Hexagone.

Dans ce contexte, le redressement progressif de l'ICA après les émeutes ne peut être interprété comme un signe de reprise de l'économie, mais comme celui d'une stabilisation de celle-ci à un niveau particulièrement dégradé.

Ce trimestre, l'enquête de conjoncture s'est déroulée entre fin décembre 2025 et début février 2026, dans un contexte encore marqué par l'absence d'un cadre institutionnel stabilisé. La plupart des entreprises interrogées ont répondu à l'enquête avant la signature de l'Accord Élysée-Oudinot, conclu le 19 janvier 2026 en complément de l'accord de Bougival signé six mois plus tôt. Dans ces conditions, l'incertitude qui prévalait alors n'a pas été dissipée et a vraisemblablement pesé sur les anticipations des répondants.



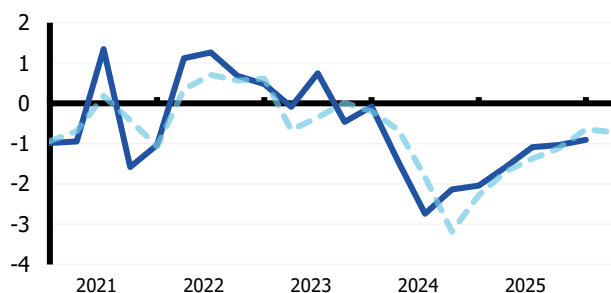
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Des perspectives d'activité toujours incertaines

Les soldes d'opinion relatifs à l'activité passée et à l'activité prévue restent durablement ancrés en territoire négatif. Si une reprise graduelle de l'activité se confirme chez certaines entreprises, elle reste timide et les perspectives demeurent dégradées.

Au 4^e trimestre, le solde d'opinion relatif à l'activité passée est stable, mais demeure négatif (-0,9), indiquant une dégradation de l'activité même si son rythme ralentit depuis quelques trimestres. S'agissant des anticipations, le solde d'opinion sur l'activité prévue se dégrade légèrement (-0,1 pt), pour retomber à -0,7. Ces indicateurs reflètent le pessimisme des professionnels interrogés.

Soldes d'opinion portant sur l'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

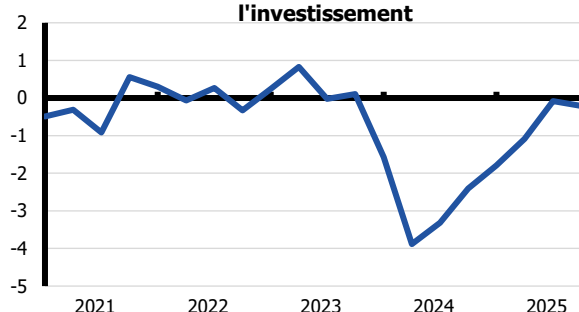
— Activité passée
- - - Activité prévue

À un horizon de 12 mois, près de 29 % des entreprises interrogées redoutent une défaillance, soit légèrement moins qu'au trimestre précédent (31 %). Ce niveau demeure toujours nettement supérieur aux niveaux habituellement constatés dans le cadre de cette enquête (18 % sur l'ensemble de l'année 2023).

Des perspectives d'investissement dégradées

Le solde d'opinion relatif à l'investissement des entreprises se dégrade légèrement (-0,1 pt) et reste inscrit en territoire négatif pour le 8^e trimestre consécutif (-0,2). Il reflète une absence durable de perspectives des chefs d'entreprise et leur réticence à investir dans un climat incertain.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



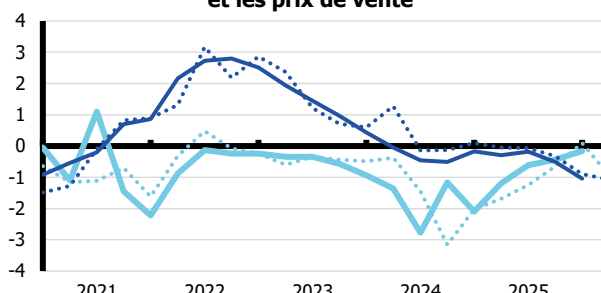
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Au 4^e trimestre 2025, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) augmente en rythme trimestriel (+43,4 %), mais affiche toujours une légère baisse en glissement annuel (-2,2 %). À hauteur de 17,2 Md XPF au trimestre dernier, la production de crédits aux sociétés non financières demeure encore en-deçà de sa moyenne de longue période (qui s'établit à 22,1 Md XPF entre 2014 et 2025).

Détérioration des perspectives sur la trésorerie

La situation de trésorerie des entreprises reste fragile, sans perspective d'amélioration notable. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie passée continue de se redresser (+0,3 pt), mais demeure en territoire négatif à -0,2. Celui portant sur la trésorerie prévue se détériore nettement (-1,0 pt), et repasse en territoire négatif (-0,9). Ces évolutions s'accompagnent d'une hausse de la production de crédits de trésorerie aux entreprises en rythme trimestriel (+45,0 % sur 3 mois).

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

— Solde d'opinion trésorerie
... Solde d'opinion trésorerie (prév.)
— Solde d'opinion prix de vente
... Solde d'opinion prix de vente (prév.)

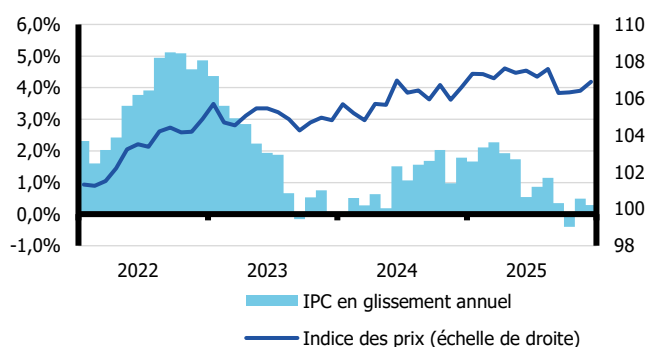
L'indice des prix à la consommation en légère hausse en glissement trimestriel

Après un 3^e trimestre marqué par une baisse des prix (-1,1 % entre juillet et septembre), ceux-ci affichent une hausse au dernier trimestre 2025 (+0,6 %). Dans le détail au 4^e trimestre, le prix de l'alimentation recule de 0,3 %, tandis que repartent à la hausse les prix de l'énergie (+4,1 %), des produits manufacturés (+0,5 %) et des services (+0,3 %). À noter que le prix de l'énergie a augmenté au 4^e trimestre en raison d'une hausse des tarifs publics de l'électricité.

En glissement annuel, la croissance de l'indice des prix à la consommation se stabilise (+0,3 % à fin décembre). Dans le détail, les prix des produits manufacturés poursuivent leur recul (-4,5 % au T3 puis -3,9 % au T4-2025). En revanche, les prix de l'énergie, des services, et de l'alimentation s'accroissent (respectivement de +3,5 %, +1,0 % et +1,0 %).

Le solde d'opinion relatif aux prix prévisionnels diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-0,2 pt), pour s'établir à -1,1, niveau qui n'avait pas été observé depuis fin 2020. Les entreprises interrogées anticipent en moyenne une baisse de leurs prix de vente.

Indice des prix à la consommation



Source : ISEE, © IEOM

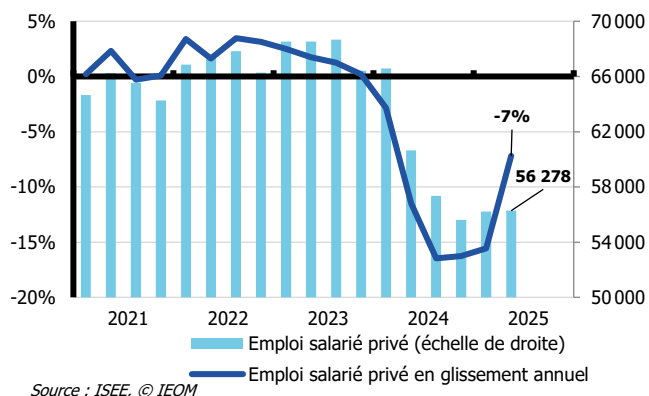
Des indicateurs sur l'emploi mal orientés

L'emploi salarié privé poursuit sa contraction. Les dernières données publiées par l'ISEE indiquent qu'entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025 (*dernières données disponibles*), près de 4 300 emplois ont été détruits (sur un total de 60 550 emplois salariés).

privés au 2^{ème} trimestre 2024), soit une baisse de 7,1 % en un an.

En août 2025 (dernières données ISEE disponibles), 2 971 personnes bénéficiaient encore du chômage total (contre 3 822 en juin 2024). À ce chiffre s'ajoutent 464 bénéficiaires du chômage lié aux « exactions ». Ces niveaux demeurent nettement supérieurs aux valeurs observées avant les émeutes. Le dispositif de chômage total lié aux exactions, instauré après les émeutes pour une durée maximale de neuf mois, arrivait alors à échéance pour certains bénéficiaires. Parallèlement, le dispositif de chômage partiel mis en place également en réponse aux conséquences des exactions, a pris fin le 30 juin 2025.

Emploi salarié privé



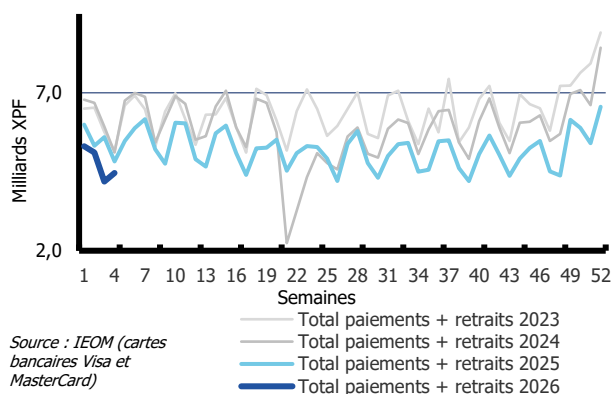
Le solde d'opinion relatif aux effectifs du 4^e trimestre s'améliore considérablement (+1,3 pt) même s'il demeure ancré en territoire négatif (-0,5). Le solde concernant les effectifs anticipés continue de progresser (+0,3 pt) pour le sixième trimestre consécutif, même s'il est encore négatif (-0,4). Selon les entreprises interrogées, les perspectives sur l'emploi semblent de moins en moins dégradées.

Poursuite du repli de la consommation des ménages

La consommation des ménages poursuit son repli. En 2025, le cumul des paiements et retraits par cartes bancaires a été inférieur de 11,5 % à celui de l'année précédente. Ce repli est encore plus marqué que celui enregistré entre fin 2023 et fin 2024, période sur laquelle le cumul des paiements et retraits par cartes bancaires avait déjà reculé de 8,4 %.

Si au troisième trimestre, les politiques d'offres volontaristes de plusieurs établissements bancaires de la place avaient permis un regain de la production de prêts personnels et autres crédits à la consommation, les octrois pour ce type de crédits accusent un retrait marqué au 4^e trimestre (-17,2 % en glissement trimestriel). À noter que fin 2025, la part des octrois de prêts destinés à l'habitat dépasse à nouveau celle des prêts personnels et autres crédits à la consommation, et ce, pour la première fois depuis le troisième trimestre 2024.

Total paiement par carte et retraits / semaine (en milliards XPF)



Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs achetés par des particuliers a bondi en glissement trimestriel sur les trois derniers mois de 2025 (+28,0 %, CVS). Le marché de l'occasion a quant à lui connu une inflexion au 4^e trimestre (-7,3 %, CVS).

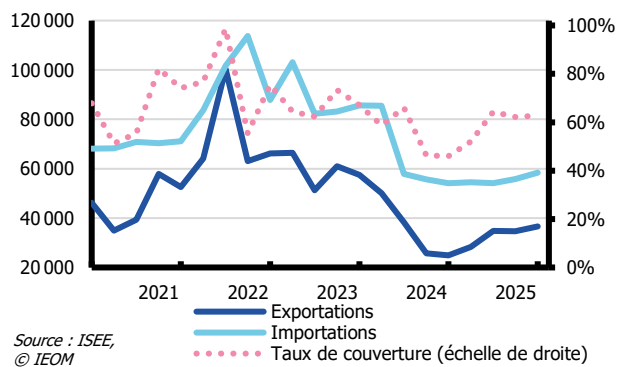
Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de se dégrader. Le stock d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP), a ainsi augmenté de 3,8 % au 4^e trimestre 2025, et même de 27,7 % sur l'ensemble de l'année 2025. Enfin, 267 dossiers de surendettement ont été déposés auprès des services de l'IEOM en 2025, soit une augmentation de 159 % par rapport à 2024 (103 dossiers).

Une balance commerciale dégradée

Le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore très légèrement au 4^e trimestre 2025. La valeur des exportations représente 62,7 % de celle des importations (CVS), soit +0,6 pt par rapport au trimestre précédent. Ce résultat s'explique par une plus forte croissance des exportations (+5,6 % en valeur, CVS) que des importations (+4,7 %, CVS).

Par rapport au dernier trimestre 2024, qui s'inscrivait dans un contexte de crise sans précédent du secteur nickel calédonien (arrêt de 2 usines métallurgiques sur 3), ce taux de couverture représente une nette hausse (+16,7 pts du fait de cet effet de base).

Échanges commerciaux (CVS, en millions XPF)

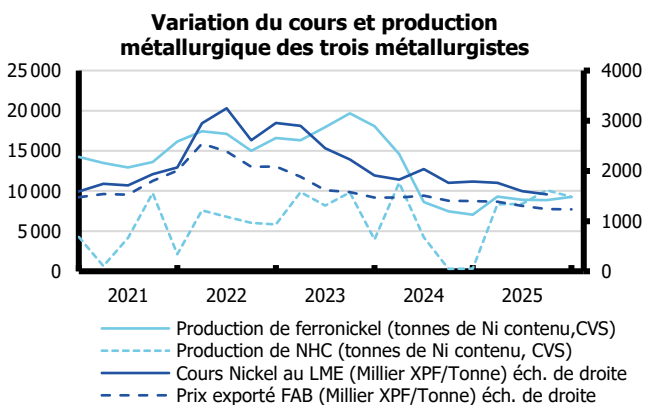


Des situations sectorielles encore fortement dégradées

Légère baisse de la production de nickel dans un contexte d'incertitudes persistantes sur l'avenir du secteur

Le cours du nickel se replie légèrement (-0,8 % sur 3 mois) pour le 6^e trimestre consécutif (-7,0 % sur 12 mois). Les stocks de nickel répertoriés au LME continuent eux d'augmenter (+17,2 % sur un trimestre et +61,4 % sur 12 mois), illustrant le déséquilibre persistant entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale. La recherche de repreneurs pour les métallurgistes calédoniens se poursuit dans un contexte international défavorable.

Au 4^e trimestre 2025, l'extraction minière est en progression (+12,3 % sur trois mois, CVS), tout comme en glissement annuel (+41,2 %, CVS), portée par la reprise d'activité de certains sites miniers qui avaient été bloqués au moment des émeutes de 2024. Sur le trimestre, la production métallurgique totale est en baisse (-2,4 %, CVS). La production de ferronickel progresse légèrement (+4,2 % CVS) tandis que la production de NHC recule (-8,2 %, CVS). Sur un an glissant, la production métallurgique est en nette hausse (+151,6 %, CVS), en raison d'un effet de base lié notamment à l'arrêt complet de la production de NHC pendant 5 mois en 2024.

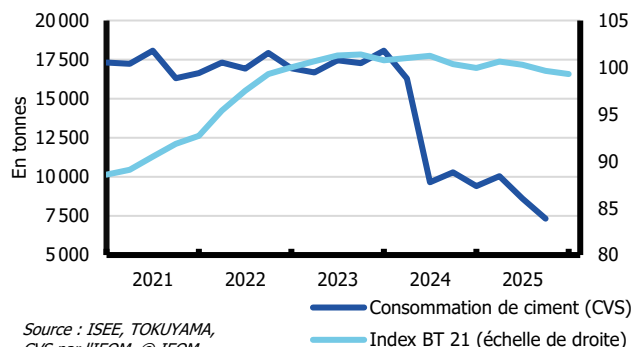


Le secteur du BTP au point mort

Les ventes de ciment diminuent à nouveau fortement au 3^e trimestre 2025 (-14,9 %, CVS, *dernières données disponibles*). Ce niveau constitue un nouveau plus bas, tant en données brutes qu'en données désaisonnalisées, illustrant la morosité de ce secteur. Le prix des matériaux de construction baisse très légèrement au 4^e trimestre 2025 (-0,3 % pour l'index BT 21).

Le solde d'opinion sur l'activité s'améliore légèrement au 4^e trimestre 2025 (+0,3 pt) mais reste en territoire négatif (-0,3). Le solde d'opinion sur l'activité à venir se redresse également (+0,2 pt), même si les professionnels du secteur restent pessimistes (solde négatif à -0,8). Si le solde d'opinion sur les effectifs prévisionnels progresse nettement (+1 pt), il demeure également en territoire négatif (-0,2 pt). Enfin, le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement recule légèrement (-0,3 pt) et reste à un niveau très dégradé (-1,2).

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



Timide reprise du tourisme international qui reste à confirmer

La reprise du tourisme international demeure très progressive. Le nombre de touristes arrivant sur le territoire par avion progresse (+22,6 % sur un trimestre, données brutes) après les plus bas enregistrés entre le 3^e trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025. Cette croissance est à relativiser au regard du niveau encore très faible : seuls 19 987 touristes ont séjourné sur le territoire au 4^e trimestre 2025 contre 38 046 au 4^e trimestre 2023. Le nombre de calédoniens partant en vacances à l'étranger progresse également au 4^e trimestre (+7,0 % sur 3 mois, données brutes).

Au 4^e trimestre, les croisiéristes sont nettement plus nombreux qu'au trimestre précédent (+71,3 %) : 20 paquebots ont fait escale en Nouvelle-Calédonie contre 11 le trimestre précédent. Ces variations saisonnières sont habituelles, l'activité des croisiéristes étant traditionnellement élevée à cette période. Le niveau du 4^e trimestre 2025 est toutefois particulièrement faible : à titre de comparaison au 4^e trimestre 2023 (dernière année « normale »), 35 paquebots et 102 484 croisiéristes avaient fait escale en Nouvelle-Calédonie.

Dans un contexte de difficultés techniques récurrentes sur la flotte de la compagnie aérienne domestique, le nombre de passagers transportés sur les lignes aériennes intérieures recule après une légère progression au trimestre précédent (-21,2 %, CVS).

Le solde d'opinion des chefs d'entreprise touristique sur leur activité passée baisse légèrement (-0,1 pt), tandis que celui sur leur activité prévisionnelle progresse (+0,5 pt). Cependant, ils demeurent tous deux ancrés en territoire négatif (respectivement -0,7 pt et -0,5 pt).

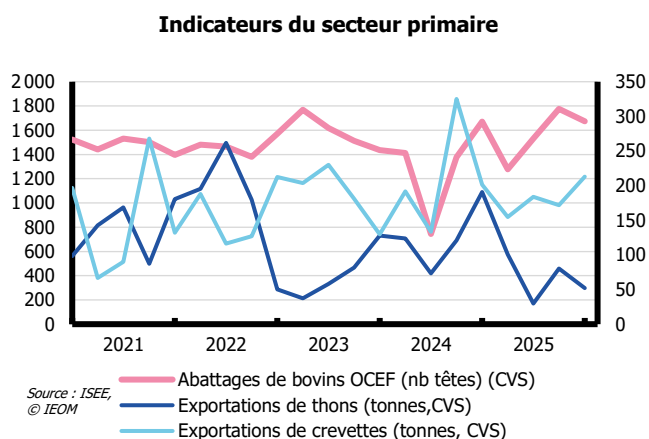
Des chefs d'entreprise du secteur primaire durablement pessimistes alors que les indicateurs des différentes filières évoluent de manière contrastée

Au 4^e trimestre 2025, le sentiment global des chefs d'entreprise du secteur primaire sur leur activité continue de se dégrader (-0,3 pt pour s'établir à -1,7), les perspectives d'activité restant durablement ancrées en territoire négatif (-1,3 ce trimestre).

Les indicateurs de la filière élevage reculent ce trimestre : baisse de 5,8 % des abattages de bovins (données CVS) et baisse de 6,5 % des abattages de porcins (CVS).

Les exportations de crevettes sont en hausse au 4^e trimestre (+24,0 %, CVS) ainsi qu'en glissement annuel (+5,8 %, CVS). En revanche, les exportations de thon diminuent fortement sur trois mois (-35,5 %, CVS), ainsi qu'en glissement annuel (-72,8 %, CVS).

Le coût des intrants s'inscrit en légère hausse au 4^{er} trimestre 2025 : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) augmente de 0,7 % sur trois mois. Sur 12 mois, l'indice est relativement stable (-0,1 %).



Un environnement international toujours incertain

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale connaissent une légère amélioration. Le FMI (WEO janvier 2026) a révisé à 3,3 % ses anticipations de croissance pour l'exercice 2026 (+0,2 point), avec une perspective de croissance de 3,2 % en 2027. Les tensions nées de la politique douanière américaine se sont apaisées au dernier trimestre 2025, notamment à la faveur d'accords commerciaux conclus avec la Chine. La décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 janvier 2026 de déclarer illégaux certains des tarifs douaniers ne dissipe pas l'incertitude, qui reste plus élevée qu'elle ne l'était au début de l'année 2025. Les anticipations d'inflation globale du FMI restent stables, à 3,8 % en 2026 et 3,4 % en 2027.

Les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs de ce regain d'optimisme. Les entreprises américaines ont fait preuve de résilience face aux incertitudes nées de la politique douanière américaine, maintenant des chaînes d'approvisionnement agiles. La croissance américaine bénéficie également des importants investissements dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle. Ce dynamisme se traduit par une hausse de +0,3 point des anticipations de croissance américaine du FMI pour l'exercice 2026, à 2,4 %. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Les perspectives de croissance de la zone euro restent moins dynamiques que celles des États-Unis. Elles s'élèvent à 1,3 % pour 2026, chiffre globalement stable comparé aux projections communiquées par le FMI en octobre 2025 (+0,1 point).

En France, la croissance ralentit au quatrième trimestre, le PIB augmentant de 0,2 % en volume, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent, selon l'INSEE. Cette décélération procède notamment du moindre dynamisme de la formation brute de capital fixe, qui progresse de +0,3 % contre +0,8 % au troisième trimestre. La consommation des ménages s'accélère, à +0,4 %, contre +0,1 % au troisième trimestre. Les projections macroéconomiques intermédiaires de la Banque de France de décembre 2025 évaluent à 0,9 % la croissance en 2025, et anticipent une accélération à 1,0 % en 2026, à la faveur d'une hausse de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

Les mesures de stimulation fiscales annoncées par le gouvernement nippon bénéficient aux perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 0,7 % pour 2026 puis 0,6 % pour 2027.

Les anticipations de croissance dans les pays émergents se renforcent légèrement. Le FMI table ainsi sur une hausse, à 4,2 % pour 2026, contre 4,0 % anticipé en octobre 2025. La croissance chinoise bénéficie des mesures de stimulation gouvernementales ainsi que de droits de douane américains moins élevés qu'attendu. Ces facteurs permettent une réévaluation à 5,0 % des estimations du FMI de la croissance chinoise en 2025. L'Inde bénéficie d'un quatrième trimestre dynamique, et d'une révision à la hausse de sa croissance en 2025, à 7,3 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Des évolutions contrastées en Asie-Pacifique

En Australie, la croissance a ralenti à +0,4 % au T3 2025, après +0,7 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations ont progressé moins rapidement que les importations (+1,0 % contre +1,5 %). La consommation des ménages a également décéléré (+0,5 % après +0,9 %). L'inflation s'est établie à +3,8 % au T4 2025. L'inflation sous-jacente a légèrement augmenté, atteignant +3,3 %. La RBA a relevé son taux directeur à 3,85 % en janvier 2026, sa première hausse depuis novembre 2023. Le marché du travail demeure résilient, avec un taux de chômage stable à 4,1 % en janvier 2026.

La Nouvelle-Zélande a enregistré une croissance de 1,1 % au T3 2025 (après une contraction de -1,0 % au T2), portée par le rebond de l'industrie manufacturière (+2,2 %). Sur un an, le PIB a progressé de 1,3 %. Le chômage progresse légèrement à 5,4 % au T4 2025. L'inflation s'établit à 3,1 % au T4 2025, son niveau le plus élevé depuis le T2 2024, après +3,0 % au trimestre précédent et ressort légèrement au-dessus des anticipations. En février 2026, la RBNZ a maintenu son taux directeur à 2,25 %.

En Indonésie, la croissance a poursuivi son ralentissement au T4 2025 (+0,86 % après +1,43 %). Il s'agit du troisième trimestre consécutif d'expansion, bien qu'à un rythme plus faible, en raison de perturbations liées aux catastrophes naturelles survenues en novembre à Sumatra. L'activité reste néanmoins soutenue par la forte progression des dépenses publiques (+37,68 %), tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance : les exportations ont reculé de 1,18 %, alors que les importations ont nettement augmenté (+6,62 %). L'inflation a accéléré à 3,55 % en janvier 2026, atteignant son plus haut niveau depuis mai 2023. La banque centrale a néanmoins maintenu son taux directeur à 4,75 % en février (inchangé depuis septembre 2025), afin de soutenir l'activité. Le chômage a légèrement progressé à 4,85 % au T3 2025.

Aux Fidji, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2026, portée principalement par le dynamisme du secteur des services. La production aurifère a nettement reculé au T3 2025 (-25,8 %), tandis que la production de bois a fortement progressé (+90,3 %). Les arrivées touristiques ont légèrement progressé (+0,3 % après -0,8 % au T2). L'inflation annuelle demeure négative, à -2,5 % en janvier 2026. Le chômage se stabilise à 4,3 %. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 % en janvier 2026.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank